

DIX MILLIARDS D'HABITANTS SUR LA PLANÈTE EN L'AN 2050

Graves menaces sur la sécurité alimentaire mondiale

René Dumont, www.monde-diplomatique.fr, 1994

POUR être à la hauteur des enjeux, la conférence internationale sur la population et le développement, prévue au Caire du 5 au 13 septembre prochain, ne devrait pas traiter la démographie comme une "bombe" mais comme le détonateur d'une remise en cause du modèle, désormais unique, de développement. L'économisme forcené, la toute-puissance du marché, le refus de la démocratie, l'acceptation tacite du gouffre entre le Nord et le Sud, sont les premières causes d'une croissance de la population mondiale qui menace d'emporter les fragiles équilibres écologiques.

Lors de la première conférence mondiale sur la population, en 1974 à Bucarest, la "conférence alternative" qui se tenait en marge souligna tous les dangers de l'explosion démographique. Mais dans les assises officielles, les pays pauvres - on disait encore le tiers-monde - ne s'en inquiétaient guère, sauf exception. La Chine conseillait alors de mettre l'accent sur le développement au lieu de s'inquiéter des problèmes de "population". Cependant, on commençait, dans ce pays, à en saisir la gravité, avec vingt ans de retard. Car dès 1955, en effet, Ma Yin-chu, recteur de l'université de Pékin, signalait l'urgence de la question démographique, mais en vain. S'il avait été entendu, la Chine aurait pu espérer ne pas dépasser le milliard d'habitants ; il y a maintenant trop de risques qu'elle approche - ou même atteigne - les 2 milliards, avec un plus bas niveau de vie.

En 1984, à la deuxième conférence mondiale de la population, réunie à Mexico, l'ensemble du tiers-monde avait mieux compris l'enjeu et commençait - bien timidement - à accepter le contrôle des naissances. Cependant, aux Etats-Unis, une certaine forme d'intégrisme avait pris le pouvoir avec M. Ronald Reagan. Et l'aide américaine était diminuée - ou même parfois refusée - aux organisations non gouvernementales qui favorisaient les mesures de contrôle des naissances.

Pendant ces deux dernières décennies, l'explosion démographique ne s'est guère ralentie, puisque la population mondiale (2 milliards au début du siècle) a augmenté de 3,7 milliards en 1970 à 5,3 milliards en 1990 : pour 94%, cet accroissement revient aux pays dits "en voie de développement". Le taux de croissance de la population est certes descendu à 2,1% l'an en Asie, dont 1,4% en Chine. Mais il continue à dépasser 3% en Afrique subsaharienne.

Dans une récente étude intitulée Agriculture : horizon 2 010 (1), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) rappelle les prévisions des Nations unies sur l'évolution de la population mondiale : évaluée à 5,3 milliards en 1990, elle "pourrait" atteindre 7,2 milliards en 2010. Si le taux de croissance allait en diminuant, la progression annuelle absolue de la population se maintiendrait, sur toute la période, autour de 95 millions d'habitants de plus chaque année ! Au chancelier Kohl, qui évoquait les difficultés provoquées par un accroissement de population de 16 millions d'habitants en Allemagne du fait de l'intégration de l'ex-RDA en 1990, un dirigeant chinois a pu faire remarquer que, pour son pays, c'était chaque année qu'il fallait "digérer" 16 millions d'habitants de plus...

Près de 2 milliards d'hommes de plus dans le monde en vingt ans : la FAO ne promet plus, comme auparavant, d'être en mesure de les bien nourrir. Elle prévoit, dans son étude déjà citée, qu'en 2010 "les disponibilités alimentaires seront encore très faibles en Afrique subsaharienne" et que 200 millions d'hommes en Asie du Sud souffriront de grave malnutrition. Cependant, la FAO précise que si, à ce jour, 1 milliard d'hommes environ souffrent encore de malnutrition chronique grave (donc de la faim), le monde dispose, dès aujourd'hui, de toutes les ressources nécessaires pour suffire aux besoins alimentaires de base de toute la population. Ce qui est confirmé d'ailleurs par les diverses mesures de restriction de la production agricole instaurées aux Etats-Unis et en Europe, tels les 15% de la surface labourée mis d'office en jachère.

En fait, les ressources disponibles sont suffisantes, mais elles sont trop inégalement réparties. Si l'on réduisait fortement les inégalités entre les nations (ce qui relève du problème Nord-Sud) et à l'intérieur des nations, toutes les assiettes seraient suffisamment garnies de par le monde. Sans doute est-ce là une proposition utopique. Rien n'interdit, cependant, d'inscrire en toute première priorité la réduction des inégalités et l'éradication de la pauvreté absolue, partout.

Autre priorité, à mettre au même rang : tout faire pour réduire l'explosion démographique. Car une politique de laisser-faire ne permettra certainement pas d'atteindre le taux de baisse de la fécondité prévu par les Nations unies. Cette institution rappelle que l'éducation primaire accordée à toutes les fillettes du Kerala et du Tamil-Nadu, en Inde méridionale, ainsi que de Sri-Lanka a déjà entraîné une baisse de moitié (en vingt ans) du taux de croissance de la population. Fin 1958, dans ce même Kerala, le président de l'Etat, un brahmane communiste, nous racontait que les fillettes pauvres recevaient un bout d'étoffe pour qu'elles puissent se présenter décentement à l'école...

LE drame, c'est l'Afrique subsaharienne, où les femmes, méprisées, surchargées de travail de portage, demandent à leurs fillettes de les aider, ce qui les empêche d'aller en classe. Vélos porteurs, charrettes, brouettes, manquent encore à trop de villages, à trop de ménages. Si, par ailleurs, toutes les femmes désireuses d'espacer leurs grossesses recevaient gratuitement les moyens et les conseils nécessaires, le taux de fécondité pourrait baisser de 30%. Le droit des femmes à disposer de leur corps doit être âprement défendu, et les Etats qui refuseraient de le respecter ne devraient plus être considérés comme des Etats de droit.

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) propose une réduction des dépenses militaires des pays pauvres de 3% par an, ce qui permettrait de couvrir tous les besoins de développement humain (éducation, santé, nutrition).

L'explosion démographique reçoit l'appui de fort dangereux alliés, en particulier parmi toutes les formes d'intégrisme, islamiste mais aussi chrétien. Ainsi le mouvement Provie intervient avec virulence, notamment aux Philippines ; mais il faudrait citer aussi les prises de position du pape Jean-Paul II, qui, lors de son voyage en septembre 1990 au Rwanda, un pays déjà si touché par le sida, interdisait l'usage du préservatif.

En 1960, le Rwanda comptait 140 habitants au kilomètre carré avec une croissance démographique de 2,5% l'an. Etudiant alors, en compagnie de Jean-Paul Harroy (2), le potentiel agricole de ce pays, nous estimions qu'un doublement de population pouvait être suivi par la production alimentaire, mais que, au-delà, ce serait une effroyable misère si la progression continuait au même

rythme. Pendant trente ans, on s'est gaussé de ces calculs, car l'agriculture suivait...

Aujourd'hui, si l'on tient pour provisoire l'exode massif de réfugiés au Zaïre, et dans l'impossibilité de chiffrer l'ampleur du génocide, le pays compte 300 habitants au kilomètre carré, avec un taux de croissance de 3,5% et un indice de fécondité de 8,5 enfants par femme : un record mondial ! Disposant de 800 mètres carrés de cultures par habitant - un autre record, - le Rwanda est pratiquement dépourvu d'industrie. La misère rurale exacerbe tous les antagonismes : "J'ai tué mon voisin pour prendre sa terre", a-t-on pu entendre sur une chaîne de radio, lors des récents massacres. Une vraie famine existait dès 1988 (3), menaçant gravement 10% de la population, 61% des gens étant alors atteints de malnutrition.

En somme, quand les Nations unies prédisent 7,2 milliards d'habitants sur terre en 2010, puis une stabilisation à 10 milliards après 2050, rien ne garantit la réalisation de telles prévisions. Mais pourquoi toujours parler de "stabilisation", pourquoi ne pas envisager des "diminutions" de population telles qu'il s'en produit déjà dans les pays développés et que l'on devrait saluer comme un progrès ? Réductions d'autant plus nécessaires, à notre avis, que les pays riches sont de grands gaspilleurs de ressources naturelles et portent la plus grande part de responsabilité dans la dégradation des climats.

Pour l'ensemble du monde, si l'on n'arrive pas à réduire rapidement, et fortement, le taux d'accroissement démographique, les explosions sociales résultant de la misère et de la pauvreté risquent de se multiplier ; en Afrique, le Rwanda n'est pas le seul pays à vivre dans la précarité, mais il est allé jusqu'au génocide.

Quant au problème de la production alimentaire, les analyses si détaillées de la FAO (4) ne suffisent point à rassurer. Quatre grandes menaces pèsent sur la sécurité alimentaire mondiale au cours du prochain siècle, et elles sont parfois sous-estimées : la dégradation des climats, l'épuisement des ressources en eau et en énergie fossile, la dégradation des sols et enfin, ce qui n'est pas la moindre, le libéralisme économique.

L'effet de serre n'est plus guère contesté par la communauté scientifique, même si ses conséquences restent souvent difficiles à bien évaluer, dans des situations très variées. Dans ses études, la FAO signale clairement que l'on ne prend pas en compte l'année 1988 aux Etats-Unis, car une sécheresse exceptionnelle avait réduit de moitié la production de maïs. Cela signifie-t-il que l'on se refuse à "prendre en compte" la possibilité d'une autre sécheresse ?

Dans les rapports antérieurs à 1980, le mot "sécheresse" n'était pas utilisé aussi souvent que dans celui de 1993, où il revient partout comme un lancinant rappel à l'ordre, puisque, de cet effet de serre, nous sommes largement responsables par nos gaspillages d'énergie. Et le réchauffement global augmente la vigueur des typhons et des cyclones ; il obligera aussi à déplacer les cultures : nul ne connaît les climats de demain, alors que, jusqu'ici, on avançait sur des bases solides. Cette masse d'incertitudes devrait, pour le moins, inciter à la prudence. Il conviendrait, en particulier, de promouvoir plus efficacement les énergies renouvelables.

MAIS le danger le plus redoutable est le manque d'eau. L'eau potable est le premier, le plus important, de tous les aliments. Cependant, "quatre-vingt-huit pays en développement, représentant 40% de la population mondiale, souffrent déjà d'un manque d'eau. D'ici à la fin de la décennie, les cinq pays d'Afrique du Nord et six des sept

pays d'Afrique de l'Est connaîtront de graves pénuries d'eau. Dans tous ces pays, à l'exception de l'Ethiopie, la population s'accroît de 2,5% à 3,1% par an (5) ". A Mexico, quand l'eau vient à manquer, on en réduit la distribution publique dans les bidonvilles jusqu'à 2 litres par jour et par personne. Mais les riches des collines lavent leurs voitures et alimentent leurs piscines. Le manque d'eau suscitera-t-il un jour des révoltes dans les ghettos urbains ?

Les disponibilités en eau par habitant diminuent, tant en raison de l'accroissement de la population que sous le coup de l'effet de serre et de la pollution. La FAO estime que 80% des suppléments d'aliments dont l'humanité aura besoin dans les trente prochaines années devraient venir de l'irrigation. Les 16% de terres irriguées à ce jour dans le monde nous donnent de 30% à 40% de nos aliments. De 8 millions d'hectares irrigués en 1800 à 48 millions d'hectares en 1980, nous sommes passés à ce jour à 237 millions d'hectares. Et, avec les engrais et la génétique, c'est l'extension de l'irrigation qui a permis à la production de suivre la courbe de la population.

Depuis 1975, cette extension se ralentit, au point que la surface irriguée par habitant diminue. Elle diminuera de plus en plus vite. L'insuffisance de drainage aboutit désormais à la perte de 1,5 million d'hectares irrigués par an. Le très bas prix de l'eau incite au gaspillage. Partout où elle est gratuite, l'eau est gaspillée : c'était le cas en URSS, où dès 1962 nous avions prévu la disparition de la mer d'Aral. C'est encore le cas en Egypte...

Aux Etats-Unis, la moitié des dispositifs d'irrigation entament le capital, non renouvelable, des nappes d'eau fossiles. Et si les pluies diminuent, que devient la révolution verte ? Pour inciter chacun à économiser le pétrole et l'eau, il conviendrait de les taxer de plus en plus. A lui seul, le manque d'eau devrait nous obliger à ne plus accepter le taux d'accroissement démographique envisagé.

La dégradation des sols, nous l'avons observée un peu partout à travers le monde. Depuis que le grand barrage du lac Nasser bloque à Assouan les eaux du Nil, il y retient tous les limons. Et les terres fabuleuses de la vallée du Nil, qui en dérivent, se dégradent totalement, si on n'y apporte pas de l'humus (6).

L'Afrique traditionnelle maintenait la fertilité de ses sols de savane, au Sahel, en laissant de longues années les terres en jachère, couvertes d'une végétation spontanée. Avec l'accroissement si rapide de la population, on a réduit, puis supprimé cette jachère ; en Europe, elle fut remplacée par les cultures fourragères qui permirent d'accroître l'élevage et la production de fumier, base de la fertilité. Grâce à l'énergie animale, les gros tonnages de fourrages et de fumier purent alors être aisément transportés sur des chariots et des tombereaux. L'Afrique tropicale est le seul continent qui n'a presque pas développé l'énergie animale. Qu'attend-on pour le faire ?

Le problème des ressources alimentaires a été en bonne partie résolu sur le plan technique : la planète produit assez pour nourrir tout le monde, mais les "progrès" sont inégalement répartis et, de surcroît, ils ont été réalisés aux dépens des ressources non renouvelables, énergies fossiles et minerais, des eaux de qualité, des climats.

De sorte qu'on ne peut envisager sans inquiétude des taux de croissance démographique qui ne diminueraient pas rapidement.